

EXTRAIT

N° 2025-CC-159

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 47

Votants 58

Dont 11 procurations

L'an deux mille vingt cinq le : Jeudi 10 Juillet à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle polyvalente de
Moulins-Engilbert
sous la Présidence de M. David BONGARD, 1^{ER} Vice-Président de
la CCBLM.

Date de convocation : 4 Juillet 2025

Etaient présents :

- Achun : Rémy SELLIER Supplée Denis LARUE
- Alluy : /
- Aunay en Bazois : /
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Annie LECERF
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREAU, Julien DENOUEL,
Caroline MARCEAU, Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER,
Michel MULOT
- Charrin : Hervé GARÇON
- Châtillon-en-Bazois : Michel MARIE
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : /
- Chougny : Chantal VACHERON Supplée Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : Christiane MAURY-JOSSERAND
- Fléty : /
- Fours : David BONGARD
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : Nathalie MICHON
- Limanton : Patrick REVENEAU
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Florence CHANDIOUX

OBJET :

ACTION SOCIALE :

CONVENTION AVEC

LES CENTRES

SOCIAUX



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 30/07/2025

Publié ou notifié
le : 30/07/2025

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : **Nicolas REVELIN Supplée Thierry BEUGNON**
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : /
- **Poil** : /
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : /
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : /
- **Thaix** : David JOYEUX
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – M. Olivier FAURE à Mme Jocelyne GUERIN
- 2 – Mme Danièle NIVOT à Mme Nathalie MICHON
- 3 – Mme Sylvie DELAVELLE à M. Michel MULOT
- 4 – M. Thierry DESCOURS à Mme Florence CHANDIOUX
- 5 – M. Michel DURAND à M. Sylvain BONNODOT
- 6 – Mme Christine MASCARELLO à M. Michel MARIE
- 7 – M. Jean-Paul MARGERIN à Mme Annick BERTRAND
- 8 – M. Patrick CHAUSSAT à M. Rémy SELLIER
- 9 – M. Romain COUGNY à M. Georges CHATEAU
- 10 – M. Didier BOURLON à M. Jean-Jacques LAMALLE
- 11 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN

ACTION SOCIALE : CONVENTION

AVEC LES CENTRES SOCIAUX

M. Jean-Christophe SAVE, conseiller communautaire délégué à l'action sociale, explique que le conseil communautaire du 14/04/2025 a validé les conventions avec les centres sociaux pour les années 2025 à 2029.

Les centres sociaux souhaitent préciser quelques points (en italique ci-dessous) :

- La CCBLM et les centres sociaux ont convenu d'une harmonisation du financement de la CTG. La CCBLM répartit son enveloppe en fonction du volume d'activités de chaque centre social.

En fonction de chaque équipement, la donnée de référence diffère comme suit :

- o Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- o EAJE (crèche) : nombre de places
- o ALSH (Centre de loisirs) – Extrascolaire
- o ALSH (Centre de loisirs) – Périscolaire
- o ALSH (Centre de loisirs) – Ados : nombre d'actes
- o CLAS (aide aux devoirs) : uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- o Ludothèque : nombre d'heures d'ouverture
- o LAEP (lieu accueil parents enfants) : nombre d'heures d'ouverture
- o RPE (relais petite enfance) : nombre d'ETP

Cette donnée de référence fixe un montant par équipement et par centre social qui sera lissée pendant la durée de cette convention soit sur 5 ans.

Il est proposé de préciser :

Si un Centre Social n'utilise pas l'intégralité de sa dotation au titre d'un équipement, il pourra reporter le delta sur un autre équipement pour contribuer à l'équilibre financier de celui-ci. Ce report devra être justifié lors de la fin de l'exercice auprès de la CCBLM dans un souci de maintien de lisibilité des financements.

- La CCBLM pourra verser le reliquat éventuel vers un autre centre social sous conditions et après signature d'un avenant.

Il est proposé d'ajouter : *Il est entendu que le montant initialement attribué à chaque Centre Social peut être ajusté à la baisse dans les situations suivantes :*

-Si le niveau de charges effectivement constaté par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire est inférieur au montant prévisionnel ayant servi de base de calcul de la subvention

-Si les produits extérieurs perçus par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire s'avèrent suffisants pour assurer l'équilibre financiers des actions inscrites à la CTG, rendant une partie de la subvention communautaire initialement prévue non nécessaire.

Dans ces cas, la CCBLM se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de la subvention initialement notifiée au Centre Social concerné. Le montant non versé constitue un « delta » de subvention non utilisé.

Par dérogation au principe d'attribution individuelle, il est convenu que ce delta de subvention non utilisé pourra être réattribué par la CCBLM à un ou plusieurs centres sociaux du territoire qui présenteraient un besoin financier non couvert par leur subvention annuelle initiale.

.../...

La décision d'attribution de ce « delta » sera prise par la CCBLM, sur la base d'une analyse des besoins financiers exprimés et justifiés par les Centres Sociaux concernés. Les modalités de cette réattribution seront définies par le Bureau Communautaire après en avoir échangé avec la Commission d'Action Sociale et devra être communiquées aux Centres Sociaux.

La CCBLM s'engage à informer les Centres Sociaux des éventuels ajustements de subvention ainsi que des modalités de redistribution des fonds non utilisés, dans un souci de transparence et d'équité.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité,

- **approuve les modifications de la convention telles que proposées,**
- **autorise Monsieur le Président à signer les conventions avec chaque Centre social.**

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 10 Juillet 2025**

**Le Secrétaire de Séance,
Guy LAFFAYE.**



**Le 1^{ER} Vice-Président,
David BONGARD.**



Convention entre la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et le Centre social Entre Loire et Morvan 2025-2029



Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 10/07/2025

D'une part,

Et :

Le Centre Social Entre Loire et Morvan, domicilié 3, La Grande Revenue 58250 FOURS, représenté par son Président, Monsieur René DUCHASSIN,

Numéro de Siret 383 916 426 00026

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaissent le rôle essentiel du **Centre Social Entre Loire et Morvan** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le Centre Social Entre Loire et Morvan a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale.

Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).

Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** a été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.

La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la **Maison de Service au Public de Cercy la Tour** a été labélisée en « France Services » (FS) depuis le 01 février 2020.

La **Convention Territoriale Globale (CTG)** est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants du territoire. La CTG Bazois Loire Morvan a été validé par le conseil communautaire le 20 Mars 2025. Sa durée court du 1^{er} Janvier 2025 au 31 décembre 2029.

La présente convention encadre les relations entre la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le centre social **Entre Loire et Morvan**.

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La Convention Territoriale Globale
- France Services
- Animation de la vie sociale.

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

- De permettre au **Centre Social Entre Loire et Morvan** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.
- De développer une politique enfance-jeunesse-famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale.
- De concrétiser le projet social 2023/2027 du Centre social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2027.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de FS qui sont assurées par le **Centre Social Entre Loire et Morvan**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de la FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le Centre Social Entre Loire et Morvan.

A - Animation de la vie sociale

Le Centre social est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des

spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.
- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le Centre social est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de France Service. Servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés du territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), le FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, avec ou sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes.

L'animation de la vie sociale est connue et reconnue sur les territoires. Les centres sociaux et la CCBLM coopèrent et font des projets partagés. Les centres sociaux sont pérennes et développent des projets adaptés aux besoins des familles et des habitants dans l'objectif de faire vivre la participation citoyenne et la facilitation de l'inclusion de tous les habitants.

B - Convention Territoire Globale

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a validé le 7 mars 2024 avec la Caisse d'Allocations Familiales le principe de renouvellement de la Convention Territoriale Globale 2025-2029.

Elle reprend les champs d'intervention conjoints :

- Petite enfance : Renforcer l'offre des structures d'accueil collectif et améliorer la qualité, promouvoir les métiers de la petite enfance et encourager le maintien de l'accueil individuel, renforcer le repérage précoce en termes de développement de l'enfant, développer des actions pour renforcer le soutien à la parentalité et la communication entre les structures et les familles.

- Enfance et jeunesse : Accompagner les jeunes et leurs familles dès l'enfance sur la question de l'autonomie, adapter et valoriser les accueils de loisirs, améliorer les l'accès aux loisirs, sports et à la culture, consolider les relations et la coordination entre les différents acteurs éducatifs en favorisant l'articulation entre temps scolaire et hors scolaire.

- Parentalité : Renforcer la visibilité et la communication des services de soutien à la parentalité, adapter l'accueil et l'accompagnement des nouvelles familles, proposer des projets et des actions adaptés à la diversité des familles.

- Accès aux droits et au numérique : Accompagner les habitants à l'autonomie numérique, favoriser l'harmonisation des pratiques des Frances Services et renforcer leur compétence, pérenniser et renforcer les relations existantes entre partenaires, rendre plus visibles les maisons Frances Services, renforcer le parcours d'insertion et d'orientation dans l'emploi, réfléchir sur l'aide à la mobilité sur le territoire, être relais d'informations sur les dispositifs existants en termes de logement.

Ces derniers pourront faire l'objet de nouvelles déclinaisons et d'autres axes complémentaires pourront être déterminés en fonction des constats issus du diagnostic de territoire.

L'accueil de nouvelles populations et la transition écologique constituent le fil conducteur de ces axes.

C - Projet Social

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du **Centre social Entre Loire et Morvan** pour les années 2022/2026.

Le projet social du Centre social se fixe comme objectif de favoriser le mieux vivre au quotidien des habitants du territoire et s'articule autour de cinq orientations :

- Favoriser l'accès des habitants à la vie sociale, aux droits et aux services
- Participer activement à l'attractivité du territoire
- Animer la préservation de son environnement rural
- Favoriser l'accès à la culture des habitants du territoire
- Soutenir la parentalité

D – Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'Accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Les Conseillers Numériques embauchés par la CCBLM peuvent intervenir au sein des FS.

Obligations du gestionnaire

Le gestionnaire veille au respect du cahier des charges France Services, à la qualité de l'accueil, à la coordination des partenaires et au suivi des indicateurs.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des Objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le **Centre social Entre Loire et Morvan** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A - Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, possiblement d'un directeur-adjoint, de deux agents d'accueil, d'une comptable et d'une référente famille, tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre Social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales,
- Le Conseil Départemental,

- La Mutualité Sociale Agricole.
- La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers, votés chaque année par le conseil communautaire, sont précisés en annexe avec comme base le nombre d'habitants INSEE (Année N). Ils seront versés selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM recherchent une équité et une harmonisation qui permet de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale en fonction des possibilités financières de la CCBLM. Un premier travail d'harmonisation a été effectué pour les centres sociaux Entre Loire et Morvan, de Luzy et Moulins Engilbert.

B : Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a validé la CTG avec la Caisse d'Allocations le 20 Mars 2025 en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le Centre social Entre Loire et Morvan qui assure la maîtrise d'œuvre des actions en partenariat avec la CCBLM.

Depuis le passage en « Bonus Territoire CTG » au 01 janvier 2022, la CAF ne verse plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la Communauté de communes Bazois Loire Morvan. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe 1.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) est effective depuis l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Une réflexion sur les tarifs des autres activités sera menée.

Il a également été convenu d'une implication active dans des temps de coopération organisés par la CCBLM et regroupant l'ensemble des chargées de coopération des 4 centres sociaux, favorisant le travail en réseau, le partage de bonnes pratiques et la mise en place d'actions concertées au service des usagers. 0.3 ETP, dans le cadre de la CTG, via le bonus territoire sont financés par la CAF. En complément, la CCBLM verse un montant forfaitaire par centre social. Ce montant sera précisé en Annexe.

La CCBLM et les centres sociaux ont convenu d'une harmonisation du financement de la CTG. La CCBLM répartit son enveloppe en fonction du volume d'activités de chaque centre social.

En fonction de chaque équipement, la donnée de référence diffère comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Périscolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures
- RPE : nombre d'ETP

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

S²LO

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

Cette donnée de référence fixe un montant par équipement et par centre social qui sera lissée pendant la durée de cette convention soit sur 5 ans. (cf tableau en annexe).

La CCBLM définit une dotation par équipement d'activité comme précisé dans l'Article 2. Si un Centre Social n'utilise pas l'intégralité de sa dotation au titre d'un équipement, il pourra reporter le delta sur un autre équipement pour contribuer à l'équilibre financier de celui-ci. Ce report devra être justifié lors de la fin de l'exercice auprès de la CCBLM dans un souci de maintien de lisibilité des financements.

Le montant de l'enveloppe globale attribuée à la CTG est défini annuellement pour l'ensemble des 4 centres sociaux. Ce montant est susceptible d'évoluer pendant la durée de la convention.

Les centres sociaux devront transmettre leurs données d'activités réalisées en année N-1 chaque année en janvier de l'année N.

Des ajustements dans la participation de la CCBLM pourront être fait, chaque année, en fonction du volume d'activités réalisé pour l'ALSH. La CCBLM devra être informée par écrit de tout développement entraînant une modification significative de l'activité (augmentation des heures d'ouverture, du nombre de place, ouverture d'un nouvel équipement, évolution du personnel, ...).

La CCBLM pourra verser le reliquat éventuel vers un autre centre social sous conditions et après signature d'un avenant. Il est entendu que le montant initialement attribué à chaque Centre Social peut être ajusté à la baisse dans les situations suivantes :

-Si le niveau de charges effectivement constaté par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire est inférieur au montant prévisionnel ayant servi de base de calcul de la subvention

-Si les produits extérieurs perçus par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire s'avèrent suffisants pour assurer l'équilibre financiers des actions inscrites à la CTG, rendant une partie de la subvention communautaire initialement prévue non nécessaire.

Dans ces cas, la CCBLM se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de la subvention initialement notifiée au Centre Social concerné. Le montant non versé constitue un « delta » de subvention non utilisé. Par dérogation au principe d'attribution individuelle, il est convenu que ce delta de subvention non utilisé pourra être réattribué par la CCBLM à un ou plusieurs centres sociaux du territoire qui présenteraient un besoin financier non couvert par leur subvention annuelle initiale.

La décision d'attribution de ce « delta » sera prise par la CCBLM, sur la base d'une analyse des besoins financiers exprimés et justifiés par les Centres Sociaux concernés. Les modalités de cette réattribution seront définies par le Bureau Communautaire après en avoir échangé avec la Commission d'Action Sociale et devra être communiquées aux Centres Sociaux.

La CCBLM s'engage à informer les Centres Sociaux des éventuels ajustements de subvention ainsi que des modalités de redistribution des fonds non utilisés, dans un souci de transparence et d'équité.

C – France Services:

Le fonctionnement de FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement.
- La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** participe au financement des France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés

chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D - Locaux du centre social

Pour assurer ses missions de service public, la CCBLM loue au Centre Social un bâtiment situé au 3 La Grande Revenue à Fours.

Un bail a été signé le 15/12/2023.

Le Centre social Entre Loire et Morvan dispose de ce bâtiment afin de mener toute action qui concoure à ses missions et à la mise en œuvre du projet social.

Le Centre Social s'appuie aussi sur des locaux municipaux mis à disposition de la commune de Cercy la Tour :

-France Services, 4 Rue François Mitterrand (charges locatives)

-Accueil Jeunes, 15 Rue de l'Isle (Mise à disposition gratuite)

Mais aussi des locaux mis à disposition gratuitement sur les communes de Saint Seine, Ternant, La Nocle-Maulaix, Cercy la Tour, Charrin et Fours.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association.

IBAN : FR76 1480 6580 0070 0130 6453 078

SWIFT : AGRIFRPP 848

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- Financement de la CAF : la CAF verse directement au centre social.

- Participation CCBLM, cette somme sera versée par acomptes successifs :

-A raison de 32 % en avril (8% x 4 mois), la convention étant signée en avril, après le vote du budget

-A raison de 8 % en mai de chaque année (N),

-A raison de 8 % en juin de chaque année (N),

-A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),

-A raison de 8 % en août de chaque année (N),

-A raison de 8 % en septembre de chaque année (N),

-A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Soit 80% sur l'année N

-En Janvier N+1 sera versé 10%

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

S²LO

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

Le solde de l'année N sera versé au centre social « Entre Loire et Morvan » sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné des documents de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Au titre de l'année 2025, pour les années 2026 à 2029, des avenants préciseront les montants versés annuellement.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Services » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N) sur présentation de facture via Chorus pro.

ARTICLE 5 : REEDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le, **Centre social Entre Loire et Morvan** dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Communiquer en Janvier Année N, le volume d'activités réalisé en Année N-1.
- Communiquer au plus tard le 30/06 de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée ainsi que les documents de liquidation CAF.
- D'une manière générale, le **Centre Social Entre Loire et Morvan** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- Le **Centre Social Entre Loire et Morvan** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

La CTG précise que la gouvernance de la convention est assurée par :

- **Un comité de pilotage stratégique**, composé :

- ✓ Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
- ✓ De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
- ✓ Des représentants de la Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre
- ✓ Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération

- ✓ Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice adjointe
- ✓ Du chef de projet Caf : responsable du service développement social

Il se réunira à minima une fois par an.

- **Un comité de pilotage opérationnel**, en charge de la préparation des dossiers et leur mise en œuvre, composé :

- ✓ Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
 - ✓ De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
 - ✓ Des représentants de la Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre
 - ✓ Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération, comptables en fonction de l'ordre du jour
 - ✓ Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice adjointe
 - ✓ Du chef de projet Caf : responsable du service développement social et du / de la conseiller/e technique
 - ✓ Les partenaires associés (MSA, ...)
- Au besoin, d'un représentant du service Prestations de la Caf

Ce comité de pilotage opérationnel se réunit en fonction des besoins.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le **Centre social Entre Loire et Morvan** s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**, au moyen de l'apposition de leur logo au côté de ceux de la C.A.F et de la MSA.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le **Centre social Entre Loire et Morvan** souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31/12/2029.

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** notifiera à l'association la présente convention signée.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le 30/07/2025

Serge CAILLOT,
Président de la Communauté de Communes

René DUCHASSIN,
Président du Centre Social de
« Entre Loire et Morvan »

CENTRE SOCIAL ENTRE LOIRE ET MORVAN
3, la grande avenue - 58250 FOURS
TEL : 03 86 50 23 24
SIRET : 383 916 426 00026 - APE 8899 B



Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



ANNEXES 2025 – CS Entre Loire et Morvan

Annexe 1 : Méthode d'harmonisation

Rappel de l'enveloppe CCBLM pour l'ensemble des centres sociaux pour l'année 2025 : 694 621,79 €

Une répartition globale par équipement a été réalisée sur la base du montant sollicité en 2025.

	Répartition par équipement	Montant sollicité 2025	Montant versé 2023	Différence 2023/2025	% d'évolution	Proposition d'évolution	Montant proposé
Part CCBLM par activité	ALSH extrascolaire	357 348,17 €	261 842,99 €	95 505,78 €	26,73%	25 685,80 €	287 538,19 €
	ALSH périscolaire	184 825,65 €	133 024,56 €	51 901,09 €	28,07%	13 054,31 €	146 078,87 €
	CLAS	14 969,93 €	6 423,87 €	8 246,06 €	56,21%	630,40 €	7 054,27 €
	Ados	103 473,41 €	111 665,43 €	-8 192,02 €	-7,92%	-8 192,02 €	103 473,41 €
	Ludothèque	89 390,80 €	34 331,56 €	35 059,24 €	50,52%	10 847,27 €	45 178,84 €
	Crèche	50 352,89 €	94 363,85 €	-44 011,17 €	-47,41%	-44 011,17 €	50 352,89 €
	RPE	16 589,19 €	20 235,30 €	-3 666,11 €	-22,13%	-3 666,11 €	16 589,19 €
	Coordination	33 710,60 €	27 229,47 €	6 481,13 €	19,23%	2 672,15 €	29 901,62 €
	LAEP	8 474,70 €	5 505,34 €	2 969,36 €	35,04%	2 969,36 €	8 474,70 €
	Total	838 915,14 €	694 621,79 €	144 293,35 €	17,20%	0,00 €	694 621,79 €

Le montant proposé par équipement a été divisé par une donnée de référence définie comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Périscolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures
- RPE : nombre d'ETP

A titre indicatif et pour 2025, la participation de la CCBLM par acte, heure ou ETP correspond à environ (selon activités réalisées 2024) :

EAJE : 1 258,817€/place)
 ALSH Extrascolaire : 3,658€/acte)
 ALSH – Périscolaire : 2,014€/acte)
 ALSH – Ados : 6,082€/acte)
 Ludothèque : 12,092€/heure)
 LAEP : 19,087€/heure)
 RPE : 10 972,973€ / ETP

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



Annexe 2 : Montant attribué par équipement pour le centre social Entre Loire et Morvan et lissage sur 5 ans

Prévisionnel 2025								Situation actuelle 2025	Sollicitation 2025	Situation projetée sans lissage	Situation projetée 2025 avec lissage
répartition charges actions	Charges totales	P50 Caf	Participation des familles	Autres produits CAF (ex aiti)	Complément CAF	Autres produits	Bonus territoire CAF	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC
ALM extracatégorie	243 096,00 €	24 611,33 €	27 256,00 €	6 560,00 €	1 360,00 €	296,00 €	22 620,62 €	76 911,63 €	80 252,06 €	70 750,00 €	75 672,92 €
Autres	26 643,80 €	4 382,72 €	3 084,00 €	0,00 €	0,00 €	313,00 €	1 550,45 €	6 865,97 €	17 540,33 €	14 000,00 €	8 420,55 €
SAE	17 183,00 €	7 367,19 €	0,00 €	0,00 €	3 804,00 €	0,00 €	3 055,21 €	4 112,20 €	3 420,00 €	3 201,00 €	3 940,34 €
Autre charges	24 070,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4 493,94 €	13 187,81 €	9 570,00 €	6 100,00 €	11 436,30 €
Coordonnées	10 441,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 415,00 €	441,67 €	3 622,40 €	3 420,00 €	1 640,42 €
Total	211 393,00 €	26 361,24 €	20 340,00 €	6 560,00 €	4 864,00 €	411,00 €	33 219,32 €	101 540,28 €	113 787,44 €	100 401,00 €	101 336,21 €

Lissage sur 5 ans - en fonction activité						
Financement CTG	Evolution CCBLM	Evolution 2025	Evolution 2026	Evolution 2027	Evolution 2028	Evolution 2029
CS ELM	-1 065,34 €	-213,07 €	-426,14 €	-639,21 €	-852,28 €	-1 065,34 €

Le montant attribué annuellement s'entend comme le montant maximum même en cas de dépassement du volume d'activités.

Annexe 3 : Versement pour l'année 2025

2025	ELM
Enveloppe 100%	101 336,21 €

réparti ainsi

Avril 2025 (32%)	32 427,59 €
mai 2025 (8%)	8 106,90 €
juin 2025 (8%)	8 106,90 €
juillet 2025 (8%)	8 106,90 €
août 2025 (8%)	8 106,90 €
septembre 2025 (8%)	8 106,90 €
octobre 2025 (8%)	8 106,90 €
Mars 2026 (10%)	10 133,62 €
Solde prévisionnel 2025 10 %	10 133,62 €

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

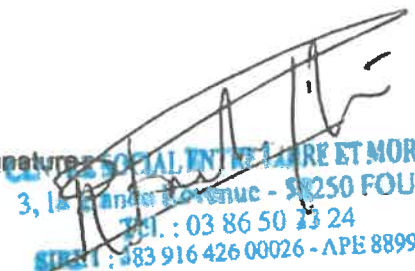
Animation de la vie sociale

	Population municipale 2025 (N-3 soit 2022)	Coût par habitant	Total 2025
CS ELM	3959	4,39 € / hab	17 380 €

L'animation de la vie sociale sera versée en avril 2025

Maison France Service

Un forfait de 5 500 € sera versé en avril 2025

Signature 
3, la Grande Rue - 50250 FOURS
Tél. : 03 86 50 33 24
SIRET : 383 916 426 00026 - APE 8899 B

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

S²LO



Convention entre la Communauté de
Communes Bazois Loire Morvan et le
Centre social De Moulins-Engilbert
2025-2029



Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorise à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 10/07/2025

D'une part,

Et :

Le Centre Social De Moulins-Engilbert, domicilié 2 Rue de la Mission, 58290 Moulins-Engilbert, représenté par sa Présidente, Madame Jacqueline LAMBERT,

Numéro de Siret 350 245 148 00019

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaissent le rôle essentiel du **Centre Social De Moulins Engilbert** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le Centre Social De Moulins-Engilbert a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale.
- Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



Le Centre Social De Moulins-Engilbert a été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.
La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la Communauté de communes Bazois Loire Morvan par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la Maison de Service au Public de Moulins-Engilbert a été labélisée en « France Services » (FS) depuis le 01 février 2020.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants du territoire. La CTG Bazois Loire Morvan a été validé par le conseil communautaire le 20 Mars 2025. Sa durée court du 1^{er} Janvier 2025 au 31 décembre 2029.

La présente convention encadre les relations entre la Communauté de communes Bazois Loire Morvan et le centre social De Moulins-Engilbert

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La Convention Territoriale Globale
- France Services
- Animation de la vie sociale.

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

- De permettre au **Centre Social de Moulins-Engilbert et de ses environs** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.
- De développer une politique enfance-jeunesse-famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale.
- De concrétiser le projet social 2024/2028 du Centre social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2027.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de FS qui sont assurées par le **Centre Social de Moulins-Engilbert**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de la FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le Centre Social De Moulins-Engilbert.

A - Animation de la vie sociale

Le Centre social est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.

- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le Centre social est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de France Service. Servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés du territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), le FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, avec ou sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes.

L'animation de la vie sociale est connue et reconnue sur les territoires. Les centres sociaux et la CCBLM coopèrent et font des projets partagés. Les centres sociaux sont pérennes et développent des projets adaptés aux besoins des familles et des habitants dans l'objectif de faire vivre la participation citoyenne et la facilitation de l'inclusion de tous les habitants.

B - Convention Territoire Globale

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a validé le 7 mars 2024 avec la Caisse d'Allocations Familiales le principe de renouvellement de la Convention Territoriale Globale 2025-2029. Elle reprend les champs d'intervention conjoints :

- **Petite enfance** : Renforcer l'offre des structures d'accueil collectif et améliorer la qualité, promouvoir les métiers de la petite enfance et encourager le maintien de l'accueil individuel, renforcer le repérage précoce en termes de développement de l'enfant, développer des actions pour renforcer le soutien à la parentalité et la communication entre les structures et les familles.

- **Enfance et jeunesse** : Accompagner les jeunes et leurs familles dès l'enfance sur la question de l'autonomie, adapter et valoriser les accueils de loisirs, améliorer les accès aux loisirs, sports et à la culture, consolider les relations et la coordination entre les différents acteurs éducatifs en favorisant l'articulation entre temps scolaire et hors scolaire.

- **Parentalité** : Renforcer la visibilité et la communication des services de soutien à la parentalité, adapter l'accueil et l'accompagnement des nouvelles familles, proposer des projets et des actions adaptés à la diversité des familles.

- **Accès aux droits et au numérique** : Accompagner les habitants à l'autonomie numérique, favoriser l'harmonisation des pratiques des France Services et renforcer leur compétence, pérenniser et renforcer les relations existantes entre partenaires, rendre plus visibles les maisons France Services, renforcer le parcours d'insertion et d'orientation dans l'emploi, réfléchir sur l'aide à la mobilité sur le territoire, être relais d'informations sur les dispositifs existants en termes de logement.

Ces derniers pourront faire l'objet de nouvelles déclinaisons et d'autres axes complémentaires pourront être déterminés en fonction des constats issus du diagnostic de territoire.

L'accueil de nouvelles populations et la transition écologique constituent le fil conducteur de ces axes.

C - Projet Social

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du Centre social de Moulins-Engilbert et de ses environs.

Le projet social 2024/2028 du Centre social se fixe comme objectif de « Bien-vivre en ruralité, avec un Centre Social au plus près des attentes des habitants » et s'articule autour de trois axes prioritaires :

- Consolider l'ancrage du Centre Social sur son territoire
- Adapter le fonctionnement du Centre Social aux besoins des habitants et à l'évolution de son environnement
- Engager le Centre Social dans une démarche RSO

En outre, le projet social développe un axe famille transversal à l'ensemble des activités proposées par le Centre social.

D – Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'Accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Les Conseillers Numériques embauchés par la CCBLM peuvent intervenir au sein des FS.

Obligations du gestionnaire

Le gestionnaire veille au respect du cahier des charges France Services, à la qualité de l'accueil, à la coordination des partenaires et au suivi des indicateurs.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des Objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le **Centre social De Moulins-Engilbert** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A - Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, possiblement d'un directeur-adjoint, de deux agents d'accueil, d'une comptable et d'une référente famille, tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre Social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales,
- Le Conseil Départemental,
- La Mutualité Sociale Agricole.
- La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers, votés chaque année par le conseil communautaire, sont précisés en annexe avec comme base le nombre d'habitants INSEE (Année N). Ils seront versés selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM recherchent une équité et une harmonisation qui permet de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale en fonction des possibilités financières de la CCBLM. Un premier travail d'harmonisation a été effectué pour les centres sociaux Entre Loire et Morvan, de Luzy et Moulins Engilbert.

B : Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a validé la CTG avec la Caisse d'Allocations le 20 Mars 2025 en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le Centre social et culturel De Moulins-Engilbert qui assure la maîtrise d'œuvre des actions en partenariat avec la CCBLM.

Depuis le passage en « Bonus Territoire CTG » au 01 janvier 2022, la CAF ne verse plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la Communauté de communes Bazois Loire Morvan. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) est effective depuis l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Une réflexion sur les tarifs des autres activités sera menée.

Il a également été convenu d'une implication active dans des temps de coopération organisé par la CCBLM et regroupant l'ensemble des chargées de coopération des 4 centres sociaux, favorisant le travail en réseau, le partage de bonnes pratiques et la mise en place d'actions concertées au service des usagers. 0.3 ETP, dans le cadre de la CTG, via le bonus territoire sont financés par la CAF. En complément, la CCBLM verse un montant forfaitaire par centre social. Ce montant sera précisé en Annexe.

La CCBLM et les centres sociaux ont convenu d'une harmonisation du financement de la CTG. La CCBLM répartit son enveloppe en fonction du volume d'activités de chaque centre social.

En fonction de chaque équipement, la donnée de référence diffère comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Périscolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures
- RPE : nombre d'ETP

Cette donnée de référence fixe un montant par équipement et par centre social qui sera lissée pendant la durée de cette convention soit sur 5 ans. (cf tableau en annexe).

La CCBLM définit une dotation par équipement d'activité comme précisé dans l'Article 2. Si un Centre Social n'utilise pas l'intégralité de sa dotation au titre d'un équipement, il pourra reporter le delta sur un autre équipement pour contribuer à l'équilibre financier de celui-ci. Ce report devra être justifié lors de la fin de l'exercice auprès de la CCBLM dans un souci de maintien de lisibilité des financements.

Le montant de l'enveloppe globale attribuée à la CTG est défini annuellement pour l'ensemble des 4 centres sociaux. Ce montant est susceptible d'évoluer pendant la durée de la convention.

Les centres sociaux devront transmettre leurs données d'activités réalisées en année N-1 chaque année en janvier de l'année N.

Des ajustements dans la participation de la CCBLM pourront être fait, chaque année, en fonction du volume d'activités réalisé pour l'ALSH. La CCBLM devra être informée par écrit de tout développement entraînant une modification significative de l'activité (augmentation des heures d'ouverture, du nombre de place, ouverture d'un nouvel équipement, évolution du personnel, ...).

La CCBLM pourra verser le reliquat éventuel vers un autre centre social sous conditions et après signature d'un avenant. Il est entendu que le montant initialement attribué à chaque Centre Social peut être ajusté à la baisse dans les situations suivantes :

- Si le niveau de charges effectivement constaté par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire est inférieur au montant prévisionnel ayant servi de base de calcul de la subvention
- Si les produits extérieurs perçus par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire s'avèrent suffisants pour assurer l'équilibre financiers des actions inscrites à la CTG, rendant une partie de la subvention communautaire initialement prévue non nécessaire.

Dans ces cas, la CCBLM se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de la subvention initialement notifiée au Centre Social concerné. Le montant non versé constitue un « delta » de subvention non utilisé. Par dérogation au principe d'attribution individuelle, il est convenu que ce delta de subvention non utilisé pourra être réattribué par la CCBLM à un ou plusieurs centres sociaux du territoire qui présenteraient un besoin financier non couvert par leur subvention annuelle initiale.

La décision d'attribution de ce « delta » sera prise par la CCBLM, sur la base d'une analyse des besoins financiers exprimés et justifiés par les Centres Sociaux concernés. Les modalités de cette réattribution seront définies par le Bureau Communautaire après en avoir échangé avec la Commission d'Action Sociale et devra être communiquées aux Centres Sociaux.

La CCBLM s'engage à informer les Centres Sociaux des éventuels ajustements de subvention ainsi que des modalités de redistribution des fonds non utilisés, dans un souci de transparence et d'équité.

C – France Services:

Le fonctionnement de FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement.
- La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement des France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D - Locaux du centre social

1. Désignation des locaux

Pour assurer ses missions de service public, la CCBLM loue au Centre Social le bâtiment « La Marelle » à Moulins-Engilbert.

Un bail a été signé le 29/11/2023.

Le Centre social de Moulins-Engilbert dispose de ce bâtiment afin de mener toute action qui concoure à ses missions et à la mise en œuvre du projet social.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association.

IBAN : FR76 1480 6580 0070 0238 8234 811

SWIFT : AGRIFRPP 848

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- Financement de la CAF : la CAF verse directement au centre social.
- Participation CCBLM, cette somme sera versée par acomptes successifs :
 - A raison de 32 % en avril (8% x 4 mois), la convention étant signée en avril, après le vote du budget
 - A raison de 8 % en mai de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juin de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en août de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en septembre de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Soit 80% sur l'année N

-En Janvier N+1 sera versé 10%

Le solde de l'année N sera versé au centre social « De Moulins-Engilbert » sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné des documents de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Au titre de l'année 2025, pour les années 2026 à 2029, des avenants préciseront les montants versés annuellement.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Services » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N) sur présentation de facture via Chorus pro.

ARTICLE 5 : REEDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le, Centre social De Moulins-Engilbert dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Communiquer en Janvier Année N, le volume d'activités réalisé en Année N-1.
- Communiquer au plus tard le 30/06 de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée ainsi que les documents de liquidation CAF.

- D'une manière générale, le **Centre Social De Moulins-Engilbert** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- Le **Centre Social De Moulins-Engilbert** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- Le **Centre Social De Moulins-Engilbert** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

La CTG précise que la gouvernance de la convention est assurée par :

- **Un comité de pilotage stratégique**, composé :

- ✓ Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
- ✓ De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
- ✓ Des représentants de la Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre
- ✓ Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération
- ✓ Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice adjointe
- ✓ Du chef de projet Caf : responsable du service développement social

Il se réunira à minima une fois par an.

- **Un comité de pilotage opérationnel**, en charge de la préparation des dossiers et leur mise en œuvre, composé :

- ✓ Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
- ✓ De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
- ✓ Des représentants de la Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre
- ✓ Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération, comptables en fonction de l'ordre du jour
- ✓ Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice adjointe
- ✓ Du chef de projet Caf : responsable du service développement social et du / de la conseiller/e technique
- ✓ Les partenaires associés (MSA, ...)

Au besoin, d'un représentant du service Prestations de la Caf

Ce comité de pilotage opérationnel se réunit en fonction des besoins.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le **Centre social De Moulins-Engilbert** s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**, au moyen de l'apposition de leur logo au côté de ceux de la C.A.F et de la MSA.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le **Centre social De Moulins-Engilbert** souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31/12/2029.

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan notifiera à l'association la présente convention signée.

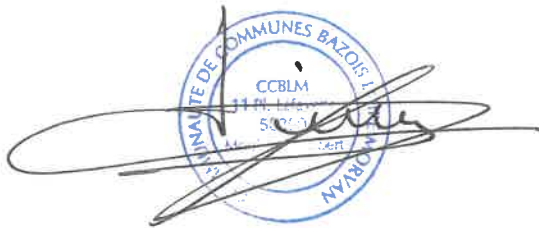
ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le **30/07/2025**

Serge CAILLOT ,
Président de la Communauté de Communes

Jacqueline LAMBERT,
Présidente du Centre Social de
Moulins-Engilbert



CENTRE SOCIAL
2 Rue de la Mission
58290 MOULINS-ENGILBERT
SIRET : 350 245 148 00019

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



ANNEXES 2025 – CS Moulins Engilbert

Annexe 1 : Méthode d'harmonisation

Rappel de l'enveloppe CCBLM pour l'ensemble des centres sociaux pour l'année 2025 : 694 621,79 €

Une répartition globale par équipement a été réalisée sur la base du montant sollicité en 2025.

	Répartition par équipement	Montant sollicité 2025	Montant versé 2023	Différence 2023/2025	% d'évolution	Proposition d'évolution	Montant proposé
Part CCBLM par activité	ALSH extrascolaire	357 348,17 €	261 842,39 €	95 505,78 €	26,73%	25 695,80 €	287 538,19 €
	ALSH périscolaire	184 925,65 €	133 024,56 €	51 901,09 €	28,07%	13 054,31 €	146 078,87 €
	CLAS	14 669,93 €	6 423,87 €	8 246,06 €	56,21%	630,40 €	7 054,27 €
	Ados	103 473,41 €	111 665,43 €	-8 192,02 €	-7,92%	-8 192,02 €	103 473,41 €
	Ludothèque	69 390,80 €	34 331,56 €	35 059,24 €	50,52%	10 847,27 €	45 178,84 €
	Crèche	50 352,69 €	94 363,86 €	-44 011,17 €	-47,41%	-44 011,17 €	50 352,69 €
	RPE	16 569,19 €	20 235,30 €	-3 666,11 €	-22,13%	-3 666,11 €	16 569,19 €
	Coordination	33 710,60 €	27 229,47 €	6 481,13 €	19,23%	2 672,15 €	29 901,62 €
	LAEP	8 474,70 €	5 505,34 €	2 969,36 €	35,04%	2 969,36 €	8 474,70 €
	Total	838 915,14 €	694 621,79 €	144 293,35 €	17,20%	0,00 €	694 621,79 €

Le montant proposé par équipement a été divisé par une donnée de référence définie comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Périscolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures
- RPE : nombre d'ETP

A titre indicatif et pour 2025, la participation de la CCBLM par acte, heure ou ETP correspond à environ (selon activités réalisées 2024) :

EAJE : 1 258,817€/place)
 ALSH Extrascolaire : 3,656€/acte)
 ALSH – Périscolaire : 2,014€/acte)
 ALSH – Ados : 6,082€/acte)
 Ludothèque : 12,092€/heure)
 LAEP : 19,087€/heure)
 RPE : 10 972,973€ / ETP

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



Annexe 2 : Montant attribué par équipement pour le centre social de Moullins Engilbert et lissage sur 5 ans

	Prévisionnel 2025								Situation actuelle	Sollicitation 2025	Situation projetée	Situation projetée avec lissage
	Répartition charges actions	Charges totales	PSO Caf	Participation des familles	Autres produits CAF (ex et) - bonification	Complément CAF	Autres produits	Bonus territoire CAF	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC
Moullins-Engilbert	ALSH hors scolaire	351 262,79 €	34 849,49 €	35 164,97 €	0,00 €	0,00 €	2 300,11 €	36 178,70 €	79 354,85 €	82 773,12 €	80 704,38 €	78 676,76 €
	ALSH mercuriel	79 425,35 €	13 989,92 €	12 809,51 €	0,00 €	0,00 €	1 244,25 €	23 327,75 €	32 886,75 €	30 054,53 €	43 779,33 €	34 095,28 €
	CLAL	21 582,48 €	6 832,55 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6 423,87 €	14 668,93 €	7 954,32 €	6 549,85 €
	Adys	15 062,91 €	3 840,02 €	753,84 €	0,00 €	0,00 €	87,39 €	1 572,89 €	18 012,06 €	11 060,77 €	11 742,35 €	10 338,09 €
	RPE	23 606,00 €	9 395,86 €	0,00 €	0,00 €	3 804,09 €	0,00 €	4 697,70 €	7 009,11 €	6 268,44 €	3 282,80 €	6 005,67 €
	Coordination	11 025,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 418,61 €	5 747,07 €	13 807,59 €	7 475,43 €	6 603,74 €
	LoisirPéque	25 145,74 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	14 696,78 €	11 429,36 €	39 264,98 €	14 575,98 €	12 058,61 €
	LAIR	235 130,51 €	136 631,72 €	31 217,80 €	0,00 €	14 938,00 €	1 160,69 €	29 217,84 €	14 373,47 €	18 802,36 €	18 483,36 €	15 275,23 €
	Total	572 901,78 €	181 478,56 €	59 943,72 €	0,00 €	17 854,00 €	6 791,44 €	107 292,25 €	183 706,55 €	187 659,71 €	195 525,27 €	169 476,29 €

Lissage sur 5 ans						
Financement CTG	Evolution CCBLM	Evolution 2025	Evolution 2026	Evolution 2027	Evolution 2028	Evolution 2029
CS Moullins Engilbert	33 818,72 €	6763,74 €	13 527,49 €	20 291,23 €	27 054,97 €	33 818,72 €

Le montant attribué annuellement s'entend comme le montant maximum même en cas de dépassement du volume d'activités.

Annexe 3 : Versement pour l'année 2025

2025	Bazois
Enveloppe 100%	168 470,29 €

réparti ainsi

Avril 2025 (32%)	53 910,49€
mai 2025 (8%)	13 477,62€
juin 2025 (8%)	13 477,62€
juillet 2025 (8%)	13 477,62€
août 2025 (8%)	13 477,62€
septembre 2025 (8%)	13 477,62€
octobre 2025 (8%)	13 477,62€
Mars 2026 (10%)	16 847,03€
Solde prévisionnel 2025 10 %	16 847,03€

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

S²LO

Animation de la vie sociale

	Population municipale 2025 (N-3 soit 2022)	Cout par habitant	Total 2025
CS Moulins-Engilbert	3552	4,39€ / hab	15 593,28 €

L'animation de la vie sociale sera versée en avril 2025

Maison France Service

Un forfait de 5 500 € sera versé en avril 2025

Signature

CENTRE SOCIAL
2 Rue de la Mission
58200 MOULINS-ENGILBERT
SIRET : 350 245 148 00019

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

S²LO

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



Convention entre la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et le Centre social Du Bazois 2025-2029



Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 10/07/2025.

D'une part,

Et :

Le Centre Social Du Bazois, domicilié 1 bis rue de la Picherotte à Châtillon en Bazois, représenté par ses Co-Présidents, Monsieur Anicet CHARPENET et Monsieur Daniel RAYMOND,

Numéro de Siret 778 443 150 00033

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaissent le rôle essentiel du **Centre Social Du Bazois** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le Centre Social Du Bazois a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale.

Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).

Le Centre Social Du Bazoïs a été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.

La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la Maison de Service au Public de Chatillon en Bazoïs a été labélisée en « France Services » (FS) depuis le 01 février 2020.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants du territoire. La CTG Bazoïs Loire Morvan a été validé par le conseil communautaire le 20 Mars 2025. Sa durée court du 1^{er} Janvier 2025 au 31 décembre 2029.

La présente convention encadre les relations entre la Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan et le centre social Du Bazoïs.

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La Convention Territoriale Globale
- France Services
- Animation de la vie sociale.

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

- De permettre au **Centre Social Du Bazoïs** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.
- De développer une politique enfance-jeunesse-famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale.
- De concrétiser le projet social 2023/2027 du Centre social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2027.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de FS qui sont assurées par le **Centre Social Du Bazoïs**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de la FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le Centre Social Du Bazoïs.

A - Animation de la vie sociale

Le Centre social est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations

entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.
- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le Centre social est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de France Service. Servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés du territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), le FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, avec ou sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes.

L'animation de la vie sociale est connue et reconnue sur les territoires. Les centres sociaux et la CCBLM coopèrent et font des projets partagés. Les centres sociaux sont pérennes et développent des projets adaptés aux besoins des familles et des habitants dans l'objectif de faire vivre la participation citoyenne et la facilitation de l'inclusion de tous les habitants.

B - Convention Territoire Globale

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a validé le 7 mars 2024 avec la Caisse d'Allocations Familiales le principe de renouvellement de la Convention Territoriale Globale 2025-2029.

Elle reprend les champs d'intervention conjoints :

- Petite enfance : Renforcer l'offre des structures d'accueil collectif et améliorer la qualité, promouvoir les métiers de la petite enfance et encourager le maintien de l'accueil individuel, renforcer le repérage précoce en termes de développement de l'enfant, développer des actions pour renforcer le soutien à la parentalité et la communication entre les structures et les familles.

- Enfance et jeunesse : Accompagner les jeunes et leurs familles dès l'enfance sur la question de l'autonomie, adapter et valoriser les accueils de loisirs, améliorer les accès aux loisirs, sports et à la culture, consolider les relations et la coordination entre les différents acteurs éducatifs en favorisant l'articulation entre temps scolaire et hors scolaire.

- Parentalité : Renforcer la visibilité et la communication des services de soutien à la parentalité, adapter l'accueil et l'accompagnement des nouvelles familles, proposer des projets et des actions adaptés à la diversité des familles.

- Accès aux droits et au numérique : Accompagner les habitants à l'autonomie numérique, favoriser l'harmonisation des pratiques des Frances Services et renforcer leur compétence, pérenniser et renforcer les relations existantes entre partenaires, rendre plus visibles les maisons Frances Services, renforcer le parcours d'insertion et d'orientation dans l'emploi, réfléchir sur l'aide à la mobilité sur le territoire, être relais d'informations sur les dispositifs existants en termes de logement.

Ces derniers pourront faire l'objet de nouvelles déclinaisons et d'autres axes complémentaires pourront être déterminés en fonction des constats issus du diagnostic de territoire.

L'accueil de nouvelles populations et la transition écologique constituent le fil conducteur de ces axes.

C - Projet Social

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du **Centre social du Bazoïs et de ses environs** pour les années 2023/2027.

Le projet social du Centre social se fixe comme objectif de favoriser le mieux vivre au quotidien des habitants du territoire avec le thème « Ensemble vers un fonctionnement Eco-Responsable » et s'articule autour de quatre axes :

- Redécouvrir la nature de notre territoire
- Promouvoir la santé et le bien-être ensemble
- Favoriser « le partage »
- Repenser nos espaces d'accueil et poursuivre l'évolution de nos outils de communication

En outre, le projet social développe un axe famille transversal à l'ensemble des activités proposées par le Centre social.

D – Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'Accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Les Conseillers Numériques embauchés par la CCBLM peuvent intervenir au sein des FS.

Obligations du gestionnaire

Le gestionnaire veille au respect du cahier des charges France Services, à la qualité de l'accueil, à la coordination des partenaires et au suivi des indicateurs.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des Objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** et le **Centre social Du Bazoïs** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A - Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, possiblement d'un directeur-adjoint, de deux agents d'accueil, d'une comptable et d'une référente famille, tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre Social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales,
- Le Conseil Départemental,
- La Mutualité Sociale Agricole.

- La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers, votés chaque année par le conseil communautaire, sont précisés en annexe avec comme base le nombre d'habitants INSEE (Année N). Ils seront versés selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM recherchent une équité et une harmonisation qui permet de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale en fonction des possibilités financières de la CCBLM. Un premier travail d'harmonisation a été effectué pour les centres sociaux Entre Loire et Morvan, de Luzy et Moulins Engilbert.

B - Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a validé la CTG avec la Caisse d'Allocations le 20 Mars 2025 en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le Centre social et culturel Du Bazois qui assure la maîtrise d'œuvre des actions en partenariat avec la CCBLM.

Depuis le passage en « Bonus Territoire CTG » au 01 janvier 2022, la CAF ne verse plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la Communauté de communes Bazois Loire Morvan. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe 1.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) est effective depuis l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Une réflexion sur les tarifs des autres activités sera menée.

Il a également été convenu d'une implication active dans des temps de coopération organisé par la CCBLM et regroupant l'ensemble des chargées de coopération des 4 centres sociaux, favorisant le travail en réseau, le partage de bonnes pratiques et la mise en place d'actions concertées au service des usagers. 0.3 ETP, dans le cadre de la CTG, via le bonus territoire sont financés par la CAF. En complément, la CCBLM verse un montant forfaitaire par centre social. Ce montant sera précisé en Annexe.

La CCBLM et les centres sociaux ont convenu d'une harmonisation du financement de la CTG. La CCBLM répartit son enveloppe en fonction du volume d'activités de chaque centre social.

En fonction de chaque équipement, la donnée de référence diffère comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Périscolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures

- RPE : nombre d'ETP

Cette donnée de référence fixe un montant par équipement et par centre social qui sera lissée pendant la durée de cette convention soit sur 5 ans. (cf tableau en annexe).

La CCBLM définit une dotation par équipement d'activité comme précisé dans l'Article 2. Si un Centre Social n'utilise pas l'intégralité de sa dotation au titre d'un équipement, il pourra reporter le delta sur un autre équipement pour contribuer à l'équilibre financier de celui-ci. Ce report devra être justifié lors de la fin de l'exercice auprès de la CCBLM dans un souci de maintien de lisibilité des financements.

Le montant de l'enveloppe globale attribuée à la CTG est défini annuellement pour l'ensemble des 4 centres sociaux. Ce montant est susceptible d'évoluer pendant la durée de la convention.

Les centres sociaux devront transmettre leurs données d'activités réalisées en année N-1 chaque année en janvier de l'année N.

Des ajustements dans la participation de la CCBLM pourront être fait, chaque année, en fonction du volume d'activités réalisé pour l'ALSH. La CCBLM devra être informée par écrit de tout développement entraînant une modification significative de l'activité (augmentation des heures d'ouverture, du nombre de place, ouverture d'un nouvel équipement, évolution du personnel, ...).

La CCBLM pourra verser le reliquat éventuel vers un autre centre social sous conditions et après signature d'un avenant. Il est entendu que le montant initialement attribué à chaque Centre Social peut être ajusté à la baisse dans les situations suivantes :

-Si le niveau de charges effectivement constaté par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire est inférieur au montant prévisionnel ayant servi de base de calcul de la subvention

-Si les produits extérieurs perçus par le Centre Social au cours de l'exercice budgétaire s'avèrent suffisants pour assurer l'équilibre financier des actions inscrites à la CTG, rendant une partie de la subvention communautaire initialement prévue non nécessaire.

Dans ces cas, la CCBLM se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de la subvention initialement notifiée au Centre Social concerné. Le montant non versé constitue un « delta » de subvention non utilisé. Par dérogation au principe d'attribution individuelle, il est convenu que ce delta de subvention non utilisé pourra être réattribué par la CCBLM à un ou plusieurs centres sociaux du territoire qui présenteraient un besoin financier non couvert par leur subvention annuelle initiale.

La décision d'attribution de ce « delta » sera prise par la CCBLM, sur la base d'une analyse des besoins financiers exprimés et justifiés par les Centres Sociaux concernés. Les modalités de cette réattribution seront définies par le Bureau Communautaire après en avoir échangé avec la Commission d'Action Sociale et devra être communiquées aux Centres Sociaux.

La CCBLM s'engage à informer les Centres Sociaux des éventuels ajustements de subvention ainsi que des modalités de redistribution des fonds non utilisés, dans un souci de transparence et d'équité.

C – France Services :

Le fonctionnement de FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement.
- La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement des France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D - Locaux du centre social

1. Désignation des locaux

Le Centre social du Bazois dispose des bâtiments suivants afin de mener toute action qui concoure à ses missions et à la mise en œuvre du projet social :

- Maison de la Petite Enfance située sur la commune d'Alluy
- Maison de santé et des Services sur la commune de Châtillon en Bazois
- Maison des Générations sur la commune de Châtillon en Bazois

2. Durée

Les conditions de mise à disposition sont précisées dans les conventions de mises à disposition et baux pour chaque local.

3. Destination des locaux

Maison de la Petite Enfance située sur la commune d'Alluy : développer les activités petite enfance.

Maison de santé et des Services sur la commune de Châtillon en Bazois : C'est dans ces locaux que sont implantées France Services et la coordination générale du centre social du Bazois.

Maison des Générations sur la commune de Châtillon en Bazois : Espace accueil de jour, espace d'accueil enfance jeunesse, l'espace extérieur bénéficiant d'un aménagement en qualité de bassin aquatique d'apprentissage.

4. Conditions financières

Maison de la Petite Enfance située sur la commune d'Alluy : les conditions financières sont précisées dans un bail signé le 27/11/2023.

Maison de santé et des Services sur la commune de Châtillon en Bazois : les conditions financières sont précisées dans une convention de mise à disposition signée le 1/07/2015.

Maison des Générations sur la commune de Châtillon en Bazois : les conditions financières sont précisées dans une convention de mise à disposition signée le 1/02/2018. L'accueil de jour fait l'objet d'un bail signé le 27/11/2023.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association.

IBAN : FR76 1480 6580 0044 6492 6800 016

SWIFT : AGRIFRPP 848

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- **Financement de la CAF :** la CAF verse directement au centre social.
- **Participation CCBLM,** cette somme sera versée par acomptes successifs :
 - A raison de 32 % en avril (8% x 4 mois), la convention étant signée en avril, après le vote du budget
 - A raison de 8 % en mai de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juin de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en août de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en septembre de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Soit 80% sur l'année N

-En Janvier N+1 sera versé 10%

Le solde de l'année N sera versé au centre social « Du Bazois » sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné des documents de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Au titre de l'année 2025, pour les années 2026 à 2029, des avenants préciseront les montants versés annuellement.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Services » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N) sur présentation de facture via Chorus pro.

ARTICLE 5 : REEDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le, **Centre social Du Bazois** dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Communiquer en Janvier Année N, le volume d'activités réalisé en Année N-1.
- Communiquer au plus tard le 30/06 de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée ainsi que les documents de liquidation CAF.
- D'une manière générale, le **Centre Social Du Bazois** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- Le **Centre Social Du Bazois** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.

- Le **Centre Social Du Bazoïs** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

La CTG précise que la gouvernance de la convention est assurée par :

- ✓ - **Un comité de pilotage stratégique**, composé :
 - Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
 - De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
 - ✓ Des représentants de la Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre
 - ✓ Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération
 - Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice
- ✓ **adjointe**
 - Du chef de projet Caf : responsable du service développement social

Il se réunira à minima une fois par an.

- **Un comité de pilotage opérationnel**, en charge de la préparation des dossiers et leur mise en œuvre, composé :
 - ✓ Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
 - De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
 - ✓ Des représentants de la Fédération des Centres Sociaux de la Nièvre
 - Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération,
 - ✓ **comptables en fonction de l'ordre du jour**
 - Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice
 - ✓ **adjointe**
 - Du chef de projet Caf : responsable du service développement social et du / de la
 - ✓ **conseiller/e technique**
 - Les partenaires associés (MSA, ...)
 - Au besoin, d'un représentant du service Prestations de la Caf

Ce comité de pilotage opérationnel se réunit en fonction des besoins.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le **Centre social Du Bazoïs** s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan**, au moyen de l'apposition de leur logo au côté de ceux de la C.A.F et de la MSA.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le **Centre social Du Bazoïs** souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazoïs Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2029.

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan notifiera à l'association la présente convention signée.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le 23 juillet 2025

Serge CAILLOT,
Président de la Communauté de Communes
Loire Morvan

Anicet CHARPENET & Daniel RAYMOND,
Co-Présidents du Centre Social Bazois
Du Bazois



Centre Social du Bazois
1 Bis, Rue de la Picherotte
58110 CHATILLON EN BAZOIS
☎ 03 86 84 19 00



Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

S²LO

ANNEXES 2025 – CS Bazois

Annexe 1 : Méthode d'harmonisation

Rappel de l'enveloppe CCBLM pour l'ensemble des centres sociaux pour l'année 2025 : 694 621,79 €

Une répartition globale par équipement a été réalisée sur la base du montant sollicité en 2025.

	Répartition par équipement	Montant sollicité 2025	Montant versé 2023	Différence 2023/2025	% d'évolution	Proposition d'évolution	Montant proposé
Part CCBLM par activité	ALSH extrascolaire	357 348,17 €	261 842,39 €	95 505,78 €	26,73%	25 695,80 €	287 538,19 €
	ALSH périscolaire	184 925,65 €	133 024,56 €	51 901,09 €	28,07%	13 054,31 €	146 078,87 €
	CLAS	14 669,93 €	6 423,87 €	8 246,06 €	56,21%	630,40 €	7 054,27 €
	Ados	103 473,41 €	111 665,43 €	-8 192,02 €	-7,92%	-8 192,02 €	103 473,41 €
	Ludothèque	69 390,80 €	34 331,56 €	35 059,24 €	50,52%	10 847,27 €	45 178,84 €
	Crèche	50 352,69 €	94 363,86 €	-44 011,17 €	-87,41%	-44 011,17 €	50 352,69 €
	RPE	16 589,19 €	20 235,30 €	-3 666,11 €	-22,13%	-3 666,11 €	16 589,19 €
	Coordination	33 710,60 €	27 229,47 €	6 481,13 €	19,23%	2 672,15 €	29 901,62 €
	LAEP	8 474,70 €	5 505,34 €	2 969,36 €	35,04%	2 969,36 €	8 474,70 €
	Total	835 915,14 €	694 621,79 €	144 293,35 €	17,20%	0,00 €	694 621,79 €

Le montant proposé par équipement a été divisé par une donnée de référence définie comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Périscolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures
- RPE : nombre d'ETP

A titre indicatif et pour 2025, la participation de la CCBLM par acte, heure ou ETP correspond à environ (selon activités réalisées 2024) :

EAJE : 1 258,817€/place
 ALSH Extrascolaire : 3,658€/acte
 ALSH – Périscolaire : 2,014€/acte
 ALSH – Ados : 6,082€/acte
 Ludothèque : 12,092€/heure
 LAEP : 19,087€/heure
 RPE : 10 972,973€ / ETP

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



Annexe 2 : Montant attribué par équipement pour le centre social du Bazois et lissage sur 5 ans

	répartition charges actions	Prévisionnel 2025							Situation actuelle	Sollicitation 2025	Situation projetée	Situation projetée avec lissage
		Charges totales	PSO Caf	Participation des familles et PSU	Autres produits CAF (ex stf)	Complément CAF	Autres produits	Bonus territoire CAF	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC
Bazois	ALSH extrascolaire	343 685,00 €	9 784,32 €	13 557,00 €	2 771,00 €	312,00 €	4 527,00 €	17 029,60 €	53 646,05 €	95 704,06 €	59 876,23 €	54 734,49 €
	ALSH périscolaire	179 607,00 €	11 583,60 €	16 946,00 €	3 463,00 €	78,00 €	5 658,00 €	22 540,00 €	76 132,49 €	119 336,40 €	41 052,54 €	69 164,80 €
	Ados	44 902,00 €	4 527,60 €	4 237,00 €	866,00 €	2 340,00 €	1 415,00 €	3 871,00 €	39 535,46 €	27 645,40 €	37 487,80 €	39 130,33 €
	Indoctrinés	37 385,00 €	0,00 €	100,00 €	8,00 €	0,00 €	0,00 €	15 772,12 €	9 704,39 €	21 512,89 €	15 406,27 €	19 844,77 €
	Multifit accueil	254 024,00 €	144 456,32 €	25 000,00 €	0,00 €	36 530,00 €	3 500,00 €	44 483,79 €	13 438,13 €	20 673,89 €	16 364,62 €	14 823,43 €
	RPE	20 986,00 €	9 023,98 €	8,80 €	0,00 €	3 304,00 €	0,00 €	4 460,82 €	4 131,49 €	4 187,20 €	3 182,16 €	3 981,52 €
	Coordination	16 528,00 €	0,00 €	0,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 411,60 €	15 089,55 €	9 159,40 €	7 475,41 €	13 574,72 €
	LAJP	16 201,00 €	4 667,54 €	0,80 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 805,26 €	5 505,34 €	7 728,26 €	2 201,64 €	5 045,60 €
	Total	713 368,00 €	184 043,36 €	59 840,00 €	7 100,00 €	22 544,80 €	15 200,00 €	119 381,13 €	217 254,88 €	305 353,51 €	183 261,67 €	210 459,45 €

Lissage sur 5 ans						
Financement CTG	Evolution CCBLM	Evolution 2025	Evolution 2026	Evolution 2027	Evolution 2028	Evolution 2029
CS Bazois	-33 997,22 €	-6 799,44 €	-13 598,89 €	-20 398,33 €	-27 197,78 €	-33 997,22 €

Le montant attribué annuellement s'entend comme le montant maximum même en cas de dépassement du volume d'activités.

Annexe 3 : Versement pour l'année 2025

2025	Bazois
Enveloppe 100%	210 459,45 €

réparti ainsi

Avril 2025 (32%)	67 347,02 €
Mai 2025 (8%)	16 836,76 €
Juin 2025 (8%)	16 836,76 €
Juillet 2025 (8%)	16 836,76 €
Août 2025 (8%)	16 836,76 €
Septembre 2025 (8%)	16 836,76 €
Octobre 2025 (8%)	16 836,76 €
Mars 2026 (10%)	21 045,94 €
Solde prévisionnel 2025 10 %	21 045,94 €

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

S²LO

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

Animation de la vie sociale

	Population municipale 2025 (N-3 soit 2022)	Cout par habitant	Total 2025
CS Bazois	3398	7,54 € / hab	25 620,92 €

L'animation de la vie sociale sera versée en avril 2025

Maison France Service

Un forfait de 5 500 € sera versé en avril 2025

Le 23 juillet 2025


Centre Social du Bazois
1 Bis, Rue de la Picherotte
58110 CHATILLON EN BAZOIS
☎ 03 86 84 19 00

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

S²LO

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

Convention entre la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan et le Centre social De Luzy 2025-2029

Entre :

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan, représentée par son Président, Monsieur Serge CAILLOT autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 14/04/2025

D'une part,

Et :

Le Centre Social De Luzy, domicilié 5 Pl. du 8 Mai 1945, 58170 LUZY, représenté par sa Présidente, Madame Joëlle PAPONNEAU,

Numéro de Siret 778 461 58 2000 26

D'autre part,

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



S²LO

PREAMBULE :

L'ensemble des signataires reconnaissent le rôle essentiel du **Centre Social De Luzy** en tant que l'un des premiers acteurs d'animation de la vie sociale du territoire permettant :

- D'offrir à la population un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale,
- D'être un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets,
- D'organiser une fonction accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations,
- D'assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant proposer un accompagnement adapté,
- De développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire,
- De mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise en responsabilités par les usagers et les bénévoles,
- D'organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'interventions prioritaires.

Le **Centre Social De Luzy** a également démontré depuis de nombreuses années sa capacité de travail de proximité qui lui a permis de développer un savoir-faire dans les domaines suivants :

- Développement d'une politique enfance jeunesse famille par la mise en œuvre de la Convention Territoriale Globale.
Développement d'une réponse aux besoins des citoyens éloignés des opérateurs publics, via « France Services » (FS).

Le **Centre Social De Luzy** a été labellisé MSAP par arrêté préfectoral N° 2015-P-1056, du 11 août 2015, faisant suite à la convention locale portant label Relais services Publics des Centres sociaux sur le Pays Nivernais Morvan du 1^{er} décembre 2006.

La loi NOTRe du 7 juillet 2015 a créé la compétence en matière de MSAP. Elle figure au titre des compétences optionnelles pouvant être transférées à une Communauté de communes ou d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ainsi, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** par délibération du 19 décembre 2017 prend la compétence de la gestion des MSAP portées par les Centres sociaux du territoire et couvrant l'ensemble du périmètre intercommunal, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Ainsi, la **Maison de Service au Public de Luzy** a été labélisée en « France Services » (FS) depuis le 01 février 2020.

La **Convention Territoriale Globale (CTG)** est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants du territoire. La CTG Bazois Loire Morvan a été validé par le conseil communautaire le 20 Mars 2025. Sa durée court du 1^{er} Janvier 2025 au 31 décembre 2029.

La présente convention encadre les relations entre la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le **centre social De Luzy**.

Elle définit les axes stratégiques suivants :

- La **Convention Territoriale Globale**
- **France Services**
- **Animation de la vie sociale.**

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

S²LO

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objectif :

- De permettre au **Centre Social De Luzy** d'assurer son rôle d'animation de la vie sociale sur son territoire d'intervention.
- De développer une politique enfance-jeunesse-famille sur le territoire à travers la mise en œuvre de la **Convention Territoriale Globale**.
- De concrétiser le projet social 2023/2027 du Centre social agréé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2027.
- De définir les modalités d'organisation et de gestion de FS qui sont assurées par le **Centre Social De Luzy**, de délimiter le périmètre d'action et le fonctionnement actuels de la FS, dans le cadre de la prise de compétences gestion de FS par la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** au 1^{er} janvier 2018.
- De définir les modalités financières de mise en œuvre des actions sous compétence communautaire par le **Centre Social De Luzy**.

A - Animation de la vie sociale

Le Centre social est selon la charte nationale un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. Au-delà des spécificités du territoire et des problématiques sociales, il prend en compte les interrelations entre les différents groupes de population, enfants, jeunes, familles, adultes, seniors. La mise en œuvre d'une telle démarche passe par :

- Le recrutement d'un directeur apte à mettre en œuvre une méthodologie de projet recherchant à associer tous les acteurs du territoire et plus particulièrement les habitants.
- La mise en œuvre d'une fonction d'accueil permettant d'assurer une écoute attentive des attentes des personnes et si nécessaire une orientation adaptée.
- Une gestion financière rigoureuse garantissant une transparence des fonds publics dédiés au projet.

Le Centre social est également une interface entre les habitants et les institutions par le biais de l'accueil de permanences sociales et de France Service. Servant de lien entre les usagers et les divers pôles administratifs éloignés du territoire d'intervention (les différents services de l'Etat, la CAF, la MSA, Pôle Emploi, la CPAM...), le FS écoute, aide, oriente et accompagne gratuitement, avec ou sans rendez-vous tout public dans leurs démarches quotidiennes.

L'animation de la vie sociale est connue et reconnue sur les territoires. Les centres sociaux et la CCBLM coopèrent et font des projets partagés. Les centres sociaux sont pérennes et développent des projets adaptés aux besoins des familles et des habitants dans l'objectif de faire vivre la participation citoyenne et la facilitation de l'inclusion de tous les habitants.

B - Convention Territoire Globale

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan a validé le 7 mars 2024 avec la Caisse d'Allocations Familiales le principe de renouvellement de la Convention Territoriale Globale 2025-2029.

Elle reprend les champs d'intervention conjoints :

- Petite enfance : Renforcer l'offre des structures d'accueil collectif et améliorer la qualité, promouvoir les métiers de la petite enfance et encourager le maintien de l'accueil individuel, renforcer le repérage précoce en termes de développement de l'enfant, développer des actions pour renforcer le soutien à la parentalité et la communication entre les structures et les familles.

- Enfance et jeunesse : Accompagner les jeunes et leurs familles dès l'enfance sur la question de l'autonomie, adapter et valoriser les accueils de loisirs, améliorer les l'accès aux loisirs, sports et à la culture, consolider les relations et la coordination entre les différents acteurs éducatifs en favorisant l'articulation entre temps scolaire et hors scolaire.

- Parentalité : Renforcer la visibilité et la communication des services de soutien à la parentalité, adapter l'accueil et l'accompagnement des nouvelles familles, proposer des projets et des actions adaptés à la diversité des familles.

- Accès aux droits et au numérique : Accompagner les habitants à l'autonomie numérique, favoriser l'harmonisation des pratiques des Frances Services et renforcer leur compétence, pérenniser et renforcer les relations existantes entre partenaires, rendre plus visibles les maisons Frances Services, renforcer le parcours d'insertion et d'orientation dans l'emploi, réfléchir sur l'aide à la mobilité sur le territoire, être relais d'informations sur les dispositifs existants en termes de logement.

Ces derniers pourront faire l'objet de nouvelles déclinaisons et d'autres axes complémentaires pourront être déterminés en fonction des constats issus du diagnostic de territoire.

L'accueil de nouvelles populations et la transition écologique constituent le fil conducteur de ces axes.

C - Projet Social

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

La Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre a agréé le projet social du **Centre social de Luzy** pour les années 2021/2026.

Le projet social du Centre social se fixe comme objectif de favoriser le mieux vivre au quotidien des habitants du territoire et s'articule autour de sept axes prioritaires :

- Promouvoir et élargir la reconnaissance du centre social et culturel de Luzy
- Renforcer l'identité culturelle du centre social
- Développer les conditions favorables à l'épanouissement des habitants
- Véhiculer un regard bienveillant sur le monde
- Organiser la fonction accueil
- Construire le centre social de demain
- Organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur les axes d'intervention prioritaires.

En outre, le projet social développe un axe famille transversal à l'ensemble des activités proposées par le Centre social.

D – Gestion de France Services (FS)

FS a principalement pour missions :

- L'Accueil, l'information et l'orientation du public.
- L'accompagnement des usagers à l'utilisation des services en lignes des opérateurs partenaires (facilitation numérique).
- L'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative).
- La mise en relation des usagers avec les opérateurs partenaires.
- L'identification des situations individuelles qui nécessitent un porter à connaissance des opérateurs partenaires.

Missions complémentaires

Compte tenu de la spécificité du territoire, des missions complémentaires ont été confiées ou pourront être confiées à FS, concernant le logement et la mobilité, l'inclusion numérique et toutes autres missions relatives aux missions des centres sociaux s'inscrivant dans le cadre du projet de territoire.

Ainsi, FS est amenée à gérer la mise à disposition des chèques mobilités pour la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** en fonction du règlement de fonctionnement défini par cette dernière, mais aussi la mise à jour de l'offre de location de son territoire d'intervention, dans le cadre de la création de la plateforme logement.

Les Conseillers Numériques embauchés par la CCBLM peuvent intervenir au sein des FS.

Obligations du gestionnaire

Le gestionnaire veille au respect du cahier des charges France Services, à la qualité de l'accueil, à la coordination des partenaires et au suivi des indicateurs.

ARTICLE 2 : MOYENS AFFECTES AU PROJET

Pour la mise en œuvre des Objectifs définis ci-dessus, la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** et le **Centre social de Luzy** s'engagent à apporter les moyens suivants :

A - Animation de la vie sociale :

Pour mettre en œuvre cet objectif, le Centre social a procédé à l'embauche d'un directeur, d'un directeur-adjoint, de deux agents d'accueil, d'une comptable et d'une référente famille, tel que le définit la Caisse d'Allocations Familiales. Cette fonction du Centre Social est financée en partie par plusieurs institutions :

- La Caisse d'Allocations Familiales,
- Le Conseil Départemental,
- La Mutualité Sociale Agricole.
- La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement de l'animation de la vie sociale pour la durée du Projet Social. Les montants financiers, votés chaque année par le conseil communautaire, sont précisés en annexe avec comme base le nombre d'habitants INSEE (Année N). Ils seront versés selon les modalités définies dans l'article 4.

Dans le cadre de la CTG, la fédération des centres sociaux (si besoin), les centres sociaux et la CCBLM recherchent une équité et une harmonisation qui permet de définir le financement de l'Animation de la Vie Sociale en fonction des possibilités financières de la CCBLM. Un premier travail d'harmonisation a été effectué pour les centres sociaux Entre Loire et Morvan, de Luzy et Moulins Engilbert.

B : Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

La **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** a validé la CTG avec la Caisse d'Allocations le 20 Mars 2025 en vue de développer une politique petite enfance et enfance Jeunesse sur le territoire. Les actions sont mises en œuvre par le **Centre social et culturel de Luzy** qui assure la maîtrise d'œuvre des actions en partenariat avec la CCBLM.

Depuis le passage en « **Bonus Territoire CTG** » au 01 janvier 2022, la CAF ne verse plus une participation définie dans le cadre de la petite enfance et enfance jeunesse à la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**. Ces financements sont versés directement au Centre social. En complément, la Communauté de communes apportera sa contribution selon l'article 4 et le plan de financement défini en annexe 1.

Dans le cadre de la CTG, l'harmonisation des tarifs ALSH (hors repas et séjours) est effective depuis l'année 2023 dans les 4 centres sociaux du territoire.

Une réflexion sur les tarifs des autres activités sera menée.

Il a également été convenu d'une implication active dans des temps de coopération organisé par la CCBLM et regroupant l'ensemble des chargées de coopération des 4 centres sociaux, favorisant le travail en réseau, le partage de bonnes pratiques et la mise en place d'actions concertées au service des usagers. 0.3 ETP, dans le cadre de la CTG, via le bonus territoire sont financés par la CAF. En complément, la CCBLM verse un montant forfaitaire par centre social. Ce montant sera précisé en Annexe.

La CCBLM et les centres sociaux ont convenu d'une harmonisation du financement de la CTG. La CCBLM répartit son enveloppe en fonction du volume d'activités de chaque centre social.

En fonction de chaque équipement, la donnée de référence diffère comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Péri-scolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures
- RPE : nombre d'ETP

Cette donnée de référence fixe un montant par équipement et par centre social qui sera lissée pendant la durée de cette convention soit sur 5 ans. (cf tableau en annexe).

Le montant de l'enveloppe globale attribuée à la CTG est défini annuellement pour l'ensemble des 4 centres sociaux. Ce montant est susceptible d'évoluer pendant la durée de la convention.

Les centres sociaux devront transmettre leurs données d'activités réalisées en année N-1 chaque année en janvier de l'année N.

Des ajustements dans la participation de la CCBLM pourront être fait, chaque année, en fonction du volume d'activités réalisé pour l'ALSH. La CCBLM devra être informée par écrit de tout développement entraînant une modification significative de l'activité (augmentation des heures d'ouverture, du nombre de place, ouverture d'un nouvel équipement, évolution du personnel, ...).

La CCBLM pourra verser le reliquat éventuel vers un autre centre social sous conditions et après signature d'un avenant.

C – France Services:

Le fonctionnement de FS bénéficie de financements de plusieurs opérateurs :

- L'Etat, via le FNADT et le Fond Inter-opérateur à hauteur de 50% des charges de fonctionnement.
- La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan

La Communauté de communes Bazois Loire Morvan participe au financement des France Services pour la durée de la convention. Les montants financiers seront précisés chaque année sur une base forfaitaire de 5 500 € et pourront varier en fonction du montant des co-financements et de la labellisation « France Services ». Les modalités de versement sont définies dans l'article 4.

D - Locaux du jardin des enfants

Pour assurer ses missions auprès du public, La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan met à disposition moyennant une contrepartie financière le jardin des enfants, bâtiment des Bagelles situé à Luzy.

Un bail signé le 23/01/2024 précise les conditions de location de ce local.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DES SUBVENTIONS

La subvention de fonctionnement sera versée par virement au compte de l'association.

IBAN : FR76 1480 6580 0066 2759 4800 040

SWIFT : AGRIFRPP 848

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

1. Convention Territoriale Globale : « Bonus Territoire CTG »

Le montant total des activités dans le cadre du bonus territoire CTG co-financé par la CAF et la Communauté de Communes est fixé par délibération ou lors du budget primitif de la Communauté de Communes.

- Financement de la CAF : la CAF verse directement au centre social.
- Participation CCBLM, cette somme sera versée par acomptes successifs :
 - A raison de 32 % en avril (8% x 4 mois), la convention étant signée en avril, après le vote du budget
 - A raison de 8 % en mai de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juin de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en juillet de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en août de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en septembre de chaque année (N),
 - A raison de 8 % en octobre de chaque année (N)

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le



ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

Soit 80% sur l'année N

-En Janvier N+1 sera versé 10%

Le solde de l'année N sera versé au centre social « De Luzy » sur l'année N+1 suivant les activités réalisées. Le centre social présentera son bilan financier accompagné des documents de la liquidation CAF.

La communauté de communes ne prend pas en charge les réfections CAF.

Au titre de l'année 2025, pour les années 2026 à 2029, des avenants préciseront les montants versés annuellement.

2. France Services

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour le fonctionnement de « France Services » est versé en une seule fois en avril de chaque année (N).

3. Animation de la Vie Sociale

Le montant total financé par la Communauté de Communes pour l'Animation de la Vie Sociale est versé en une seule fois en avril de chaque année (N) sur présentation de facture via Chorus pro.

ARTICLE 5 : REEDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, le, **Centre social De Luzy** dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1^{er} janvier au 31 décembre, devra :

- Communiquer en Janvier Année N, le volume d'activités réalisé en Année N-1.
- Communiquer au plus tard le 30/06 de l'année suivant la date de clôture du dernier exercice comptable, son bilan, son compte de résultat (ou compte de dépenses et recettes) certifiés par le commissaire aux comptes et signés par le président ainsi que le rapport d'activité de l'année écoulée ainsi que les documents de liquidation CAF.

- D'une manière générale, le **Centre Social De Luzy** s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Communauté de Communes l'utilisation des subventions reçues. Il tiendra sa comptabilité à leur disposition à cet effet.
- Le **Centre Social De Luzy** s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan comptable général 1982 et aux avis du Centre national de la comptabilité relatifs au secteur associatif.
- Le **Centre Social De Luzy** s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit auprès de la cour d'appel.

ARTICLE 6 : COMITE DE PILOTAGE CTG

La CTG précise que la gouvernance de la convention est assurée par :

- **Un comité de pilotage stratégique, composé :**

- ✓ Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
- ✓ De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
- ✓ Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération
- ✓ Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice adjointe
- ✓ Du chef de projet Caf : responsable du service développement social

Il se réunira à minima une fois par an.

- **Un comité de pilotage opérationnel, en charge de la préparation des dossiers et leur mise en œuvre, composé :**

- ✓ Des élus de la CCBLM signataire de la CTG : M. le Président et élu délégué à l'action sociale
- ✓ De la DGS, du directeur du pôle développement, et de l'agent de développement en charge de l'enfance-jeunesse
- ✓ Des représentants des centres sociaux : Président, direction, chargé de coopération, comptables en fonction de l'ordre du jour
- ✓ Des représentants de la direction de la Caf de la Nièvre : directeur ou directrice adjointe
- ✓ Du chef de projet Caf : responsable du service développement social et du / de la conseiller/e technique
- ✓ Les partenaires associés (MSA, ...)

Au besoin, d'un représentant du service Prestations de la Caf

Ce comité de pilotage opérationnel se réunit en fonction des besoins.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le **Centre social De Luzy** s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan**, au moyen de l'apposition de leur logo au côté de ceux de la C.A.F.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

Le **Centre social De Luzy** souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la **Communauté de communes Bazois Loire Morvan** ne puisse être mise en cause dans la concrétisation des actions de fonctionnement. Il devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention et de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante.

ARTICLE 10 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31/12/2029.

La Communauté de communes Bazols Loire Morvan notifiera à l'association la présente convention signée.

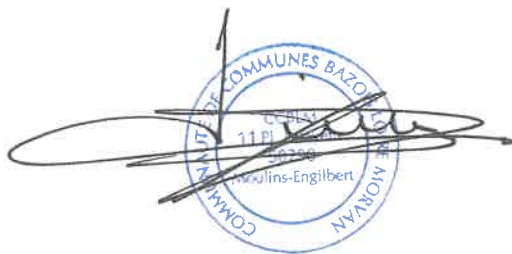
ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent (Tribunal de Grande Instance ou Tribunal Administratif) sera celui de la juridiction de Nevers.

Fait à Moulins Engilbert, le **30/07/2025**

Serge CAILLOT ,
Président de la Communauté de Communes

Joëlle PAPONNEAU,
Présidente du Centre Social De
Luzy



A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Joëlle Paponneau, written over a horizontal line.

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

S²LO

ANNEXES 2025 – CS Luzy

Annexe 1 : Méthode d'harmonisation

Rappel de l'enveloppe CCBLM pour l'ensemble des centres sociaux pour l'année 2025 : 694 621,79 €

Une répartition globale par équipement a été réalisée sur la base du montant sollicité en 2025.

	Répartition par équipement	Montant sollicité 2025	Montant versé 2023	Différence 2023/2025	% d'évolution	Proposition d'évolution	Montant proposé
Part CCBLM par activité	ALSH extrascolaire	357 348,17 €	261 842,39 €	95 505,78 €	26,73%	25 695,80 €	287 538,19 €
	ALSH périscolaire	184 925,65 €	133 024,56 €	51 901,09 €	28,07%	13 054,31 €	146 078,87 €
	CLAS	14 669,93 €	6 423,87 €	8 246,06 €	56,21%	630,40 €	7 054,27 €
	Ados	103 473,41 €	111 665,43 €	-8 192,02 €	-7,92%	-8 192,02 €	103 473,41 €
	Ludothèque	69 390,80 €	34 331,56 €	35 059,24 €	50,52%	10 847,27 €	45 178,84 €
	Crèche	50 352,69 €	94 363,86 €	-44 011,17 €	-87,41%	-44 011,17 €	50 352,69 €
	RPE	16 569,19 €	20 235,30 €	-3 666,11 €	-22,13%	-3 666,11 €	16 569,19 €
	Coordination	33 710,60 €	27 229,47 €	6 481,13 €	19,23%	2 672,15 €	29 901,62 €
	LAEP	8 474,70 €	5 505,34 €	2 969,36 €	35,04%	2 969,36 €	8 474,70 €
	Total	838 915,14 €	694 621,79 €	144 293,35 €	17,20%	0,00 €	694 621,79 €

Le montant proposé par équipement a été divisé par une donnée de référence définie comme suit :

- Coordination : Forfait applicable par centre social de manière égale
- EAJE : nombre de places
- ALSH – Extrascolaire : nombre d'actes
- ALSH – Périscolaire : nombre d'actes
- ALSH – Ados : nombre d'actes
- CLAS : Uniquement pour le CS de Moulins-Engilbert
- Ludothèque : nombre d'heures
- LAEP : nombre d'heures
- RPE : nombre d'ETP

A titre indicatif et pour 2025, la participation de la CCBLM par acte, heure ou ETP correspond à environ (selon activités réalisées 2024) :

EAJE : 1 258,817€/place)
 ALSH Extrascolaire : 3,658€/acte)
 ALSH – Périscolaire : 2,014€/acte)
 ALSH – Ados : 6,082€/acte)
 Ludothèque : 12,092€/heure)
 LAEP : 19,087€/heure)
 RPE : 10 972,973€ / ETP

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



Annexe 2 : Montant attribué par équipement pour le centre social de Luzy et lissage sur 5 ans

	répartition charges actions	Prévisionnel 2025							Situation actuelle	Sollicitation 2025	Situation projetée	Situation projetée avec lissage
		Charges totales	PSO Caf	Participation des familles	Autres produits CAF (ex att - bonification)	Complément CAF	Autres produits	Bonus territoriale CAF	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC	Reste à charge CC
Luzy	ALSH extrascolaire	178 661,00 €	11 535,00 €	22 085,45 €	15 147,80 €	0,00 €	21 600,00 €	20 056,30 €	58 126,86 €	88 236,45 €	66 979,52 €	59 897,39 €
	ALSH périscolaire	128 654,00 €	18 474,67 €	20 656,90 €	9 065,00 €	0,00 €	0,00 €	35 290,05 €	24 145,32 €	45 167,38 €	63 247,02 €	31 965,66 €
	Ados	66 512,00 €	5 207,20 €	8 239,15 €	486,20 €	0,00 €	0,00 €	3 874,10 €	55 228,95 €	48 705,35 €	39 624,60 €	52 108,08 €
	RPE	33 078,80 €	14 233,88 €	0,00 €	3 929,00 €	0,00 €	706,00 €	8 935,16 €	4 082,50 €	5 274,76 €	6 803,24 €	4 626,65 €
	Coordination	15 295,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	7 345,74 €	5 971,18 €	7 949,26 €	7 475,41 €	6 272,03 €
	EAJE	208 468,91 €	129 805,02 €	25 738,85 €	5 900,00 €	0,00 €	2 000,00 €	32 077,44 €	66 552,26 €	12 947,60 €	15 105,81 €	56 262,97 €
	Ludothèque	34 109,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	10 131,44 €	0,00 €	23 977,56 €	10 847,27 €	2 169,45 €
	LAEP	15 524,72 €	7 493,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	5 758,50 €	0,00 €	2 273,22 €	5 268,06 €	1 053,61 €
	Total	630 669,71 €	179 255,77 €	76 720,35 €	34 528,00 €	0,00 €	24 306,00 €	123 468,73 €	214 107,07 €	234 531,58 €	215 350,92 €	214 355,84 €

Lissage sur 5 ans						
Financement CTG	Evolution CCBLM	Evolution 2025	Evolution 2026	Evolution 2027	Evolution 2028	Evolution 2029
CS Luzy	1 243,85€	248,77 €	497,54 €	746,31 €	995, 08 €	1 243, 85€

Le montant attribué annuellement s'entend comme le montant maximum même en cas de dépassement du volume d'activités.

Annexe 3 : Versement pour l'année 2025

2025	Luzy
Enveloppe 100%	214 355,84 €

réparti ainsi

Avril 2025 (32%)	68 593,87 €
mai 2025 (8%)	17 148,47€
juin 2025 (8%)	17 148,47€
juillet 2025 (8%)	17 148,47€
août 2025 (8%)	17 148,47€
septembre 2025 (8%)	17 148,47€
octobre 2025 (8%)	17 148,47€
Mars 2026 (10%)	21 435,58€
Solde prévisionnel 2025 10 %	21 435,58€

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE



Animation de la vie sociale

	Population municipale 2025 (N-3 soit 2022)	Cout par habitant	Total 2025
CS Luzy	4120	4,39 € / hab	18 086.80 €

L'animation de la vie sociale sera versée en avril 2025

Maison France Service

Un forfait de 5 500 € sera versé en avril 2025



Signature

Envoyé en préfecture le 04/08/2025

Reçu en préfecture le 04/08/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250710-2025_CC_159_BIS-DE

